

PLAN DE COURS
ACADEMIC SYLLABUS

DISCIPLINE	Droit			
Titre du cours Course title	Questions de droit public - Méthodologie			
	Langue Language	Heures Hours	ECTS	Année du Diplôme
	Français	20	4	4ème
Nom de l'enseignant/ Name of the lecturer	Alexandre Met-Domestici			
Fonction / Employeur Position / Employee	Sciences-Po Aix-en-Provence			
Contact :	alexandre.met-domestici@sciencespo-aix.fr			
Objectifs du cours / Course objectives	<p>Cette conférence de méthode vise à familiariser les étudiants avec la méthode de la dissertation de droit public et de la note de synthèse juridique.</p> <p>Elle vise également à leur fournir des rappels des connaissances essentielles en droit administratif général qu'ils doivent maîtriser à l'issue de leur parcours à l'IEP.</p>			
Compétences acquises/ Learning outcomes	<p>Maîtrise des concepts fondamentaux du droit administratif général.</p> <p>Maîtrise de la méthode de la dissertation de droit public</p> <p>Connaissance fondamentale de la méthode de la note de synthèse juridique.</p>			

Session 1 Méthodologie de la note de synthèse et de la dissertation de droit public

Session 2 Dissertation - Synthèse de cours sur le principe de juridicité

Session 3 Le principe de juridicité (II)

Session 4 Note de synthèse - Synthèse de cours sur les atténuations au principe de juridicité

Session 5 Synthèse de cours sur l'identification des contrats administratifs

Session 6 Synthèse de cours sur le régime des contrats administratifs

Session 7 Dissertation - Synthèse de cours sur la notion de service public

Session 8 Note de synthèse

Session 9 Synthèse de cours sur le régime des services publics

Session 10 Colle dissertation

Session 11 Note de synthèse - Synthèse de cours sur les lois du service public

Session 12 Synthèse de cours sur la police administrative (I)

Session 13 Dissertation - Synthèse de cours sur la police administrative (II)

Session 14 - Note de synthèse

Session 15 - Synthèse de cours sur la police administrative (II)

Session 16 - Dissertation - Synthèse de cours sur la responsabilité pour faute de l'administration

Session 17 - Synthèse de cours sur la responsabilité sans faute de l'administration

Session 18 - Note de synthèse

Session 19 et 20 : colle de 3 h note de synthèse

UNEGRANDEÉCOLEENPROVENCE

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES D'AIX-EN-PROVENCE

Bibliographie - Auteur, titre, année, éditeur/ Bibliography - Author, title, year, publisher

- René Chapus, *Droit administratif général*, coll. Domat droit public, Montchrestien, tomes 1 & 2, 15^e éd., 2001.
- Jean-Claude Ricci, *Droit administratif*, coll. Les fondamentaux droit, Hachette, 9^e éd., 2014.
- Jean-Claude Ricci, *Droit administratif général*, coll. Hu droit, Hachette supérieur, 5^e éd., 2013.
- Gilles Lebreton, *Droit administratif général*, coll. Cours, Dalloz, 8^e éd., 2015.
- Yves Gaudemet, *Droit administratif*, coll. Manuel, L.G.D.J., 21^e éd., 2015.

Mini CV de l'enseignant/ Mini CV of the lecturer

PHOTO (non obligatoire)

. depuis février 2008 : **Maître de Conférences** à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence.

. depuis janvier 2008 : **Conseiller pédagogique aux Relations Internationales**, Responsable des étudiants sortants, Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence.

. octobre 2004 - janvier 2008 : **Chargé de cours** à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence.

. novembre 2002 - 2004 : **Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherches** à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-en-Provence.

. novembre 1999 - octobre 2002 : **Allocataire de Recherches - Moniteur de l'Enseignement supérieur** à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-en-Provence.

Enseignements :

. depuis septembre 2014 : **Chaire Jean Monnet** : « **Le rôle de l'Union européenne dans la lutte contre le crime économique** ». Enseignements en anglais et en français.

. septembre 2010 - août 2013 : **Module européen Jean Monnet** : « **Le rôle de l'Union européenne dans la lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption** ». Enseignement en anglais et en français.

UNEGRANDEÉCOLEENPROVENCE

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES D'AIX-EN-PROVENCE

. en Master II : **Droit public** (depuis 2007), **Questions européennes** (2007-2008), **Lutte contre le blanchiment** (depuis 2006), **Environnement juridique des entreprises en Europe** (2010).

.en Master I : **EU Policies against Tax Fraud and Corruption** (depuis 2013), **The EU's Role in the Fight against Corruption and Money Laundering, Politics of the EU, External Relations of the EU** (depuis 2012) (cours dispensés en anglais), **Droit communautaire institutionnel et matériel** (2004-2012) et **Théories de l'intégration européenne** (depuis 2014).

. **Conférences de méthode et travaux dirigés** : **Droit public** en 4^{ème} année à l'I.E.P. (depuis 2007) et au C.P.A.G. (2004 - 2007), et à la Faculté de Droit (1999-2004). **Analyse politique de l'Europe** (2006 - 2007), **Droit communautaire matériel** (2 ans), **Finances publiques et droit fiscal** (4 ans).

. juillet 2002 : Séminaire de Droit communautaire matériel à l'**Ecole Nationale de la Magistrature**.

TRAVAUX DE RECHERCHE

Thèse de Doctorat

. novembre 2004 : « **Le droit communautaire de la concurrence et l'intérêt général** ».

Mention très honorable avec les félicitations du jury, autorisation de publication en l'état.

Articles

- Droit de la lutte contre la corruption et le blanchiment

. à paraître en 2017 : "**The decentralized structure of the EPPO from the Commission's proposal to the Council's current position**", EUCRIM, Max Planck Institute for Foreign and International Criminal Law.

. janvier 2017 : "**The Fight against Money Laundering in the EU: the Framework Set by the Fourth Directive and its Proposed Enhancements**", EUCRIM, Max Planck Institute for Foreign and International Criminal Law, n° 4/2016, p. 170.

. juillet 2016 : « **Assurer l'intégrité des marchés publics** », actes des Rencontres Internationales de la Gestion Publique, I.G.P.D.E., Ministère de l'Economie et des Finances, Paris, p. 43.

. mars 2016 : « **The EPPO at the European Level: Institutional Layout**

UNEGRANDEÉCOLEENPROVENCE

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES D'AIX-EN-PROVENCE

and consequences on the Link with the National Level » in « The European Public Prosecutor's Office and National Authorities », Ed. Celina Nowack, Coll Giustizia Penale Europea, Wolters Kluwer, CEDAM, Chapitre 3, p. 35.

.avril 2015 : « **Le cadre juridique de la lutte contre le blanchiment d'argent dans l'Union européenne** », Revue de l'Union européenne n° 587, avril 2015.

. novembre 2013 : « **The Reform of the Fight against Money Laundering in the EU** », EUCRIM, Max Planck Institut, Freiburg, Allemagne, n°3/2013, p. 89. (article en anglais).

. février 2012 : « **The Reform of the EU's Anti-Corruption Mechanism** », EUCRIM, Max Planck Institut, Freiburg, Allemagne, n° 1/2012, p. 25. (article en anglais).

- Droit de l'Union européenne

. février 2009 : « **Les parlements nationaux et le contrôle du respect du principe de subsidiarité** », Revue du Marché Commun et de l'Union Européenne, n°525, février 2009, p. 88.

. février 2008 : « **L'achèvement de la libéralisation des services postaux. -Le service universel à l'heure de l'ouverture totale à la concurrence-** », Revue du Marché Commun et de l'Union Européenne, n° 515, février 2008, p. 114.

. octobre 2006 : « **Aides d'Etat, service public et droit communautaire - Éléments de clarification sur la validité des compensations de service public** », A.J.D.A. n° 34 / 2006, p. 1881.

. mai 2001 : « **Les services postaux dans l'Union Européenne entre la poursuite de la libéralisation et la préservation de l'intérêt général** », R.M.C.U.E., n° 448, mai 2001, p. 327.

. février 2002 : « **La plainte en droit communautaire** », R.R.J., n°1 / 2002, p. 465.

- Contentieux administratif

. décembre 2007 : « **La sécurité juridique : consécration nouvelle d'une exigence ancienne- Précisions sur les enjeux de la reconnaissance par le Conseil d'Etat du principe de sécurité juridique** », Revue de la Recherche Juridique n°4 / 2007, p. 1873.

. mai 2006 : « **L'appréciation par le juge d'appel de l'erreur des**

UNEGRANDEÉCOLEENPROVENCE

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES D'AIX-EN-PROVENCE

premiers juges », A.J.D.A., n° 16/2006, p. 858.

. mai 2005 : « **La modulation des effets dans le temps d'une annulation pour excès de pouvoir par le juge administratif** », Revue de la Recherche juridique n° 2 / 2005, p. 821.

Commentaires de jurisprudence

. avril 2002 : C.J.C.E., 19 février 2002, *J.C.J. Wouters... c/ Algemene Raad van de Nederlandse van Advocaten*, aff. C-309/99, revue en ligne « Droit 21.com ».

. décembre 2001 : C.J.C.E., 13 mars 2001, *Preussen Elektra A.G.*, aff. C-379/98 et C.J.C.E., 17 mai 2001, *TNT Traco S.p.A.*, aff. C-340/99, revue « Droit 21.com ».

CONFERENCES ET ENSEIGNEMENTS A L'ETRANGER

. avril 2017 : « **Actualité de la lutte contre la corruption et le blanchiment** » et « **Etat d'avancement du projet de création d'un Parquet européen** », conférence « La lutte contre le crime économique dans l'UE », organisée dans le cadre de la Chaire Jean Monnet « Le rôle de l'Union européenne dans la lutte contre le crime économique », Sciences-Po Aix-en-Provence.

. mars 2017 : "The New Model of Banking Supervision in the Eurozone - A Response to the Economic and Social Crisis?", 2017 Lisbon Jean Monnet Colloquium on the Future of the European Union, Projet Jean Monnet, Université de Lisbonne, Portugal.

. septembre 2016 : « **L'Union européenne face à la corruption économique : quelles solutions ? Quelle efficacité ?** », Institut Louis Favoreu, Faculté de Droit et de Science Politique, Aix-en-Provence.

. mai 2016 : "How we might recover from the Economic and Social Crisis through European Integration Deepening - Mid-term Structural Reforms of the Eurozone", Projet Jean Monnet, Université de Genève, Suisse.

. février 2016: « **Fostering Development through the Fight against Corruption and Money Laundering in the EU's Neighborhood Policy** », intervention dans le cadre de la conférence « The European Year of Development: Approaches, Issues and Results », The Miami-Florida Jean Monnet Center of Excellence, Florida International University, Miami, Floride, Etats-Unis.

. avril 2015 : « **Le parquet européen au niveau central : structure**

UNEGRANDEÉCOLEENPROVENCE

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES D'AIX-EN-PROVENCE

institutionnelle et conséquences sur les liens avec le niveau national», intervention dans la conférence « Interactions between the European Public Prosecutor's Office and National Authorities », OLAF et European Law Research Association, Cour Suprême de Pologne, Varsovie, Pologne.

. juin 2013 : « **Assurer l'intégrité des marchés publics** », présidence d'une table ronde, 12èmes Rencontres Internationales de la Gestion Publique, I.G.P.D.E., Ministère de l'Economie et des Finances, Paris.

. juillet 2012 : « **Developments over the last 12 years of the fight against corruption and organised crime in the private sector within the European Union** », discours d'ouverture de la conférence « Preventing Fraud, Corruption and Bribery committed by and through Legal Entities », Asser Institute et PISM, 13 juillet 2012, Varsovie, Pologne.

. juin 2012 : « **La prévention du terrorisme au niveau de l'Union européenne** », Colloque « L'Union européenne et la lutte contre le terrorisme », Faculté de Droit et de Science Politique, Aix-Marseille Université, 22 juin 2012, Aix-en-Provence.

. depuis mai 2011 : « **Les enjeux de la dimension orientale de la Politique de voisinage de l'Union Européenne : le Partenariat oriental** », Université Mykolas Romeris, Vilnius, Lituanie.

. mai 2011 et avril 2010 : « **Les conséquences de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne** », Institut d'Etudes Politiques, Université Charles, République Tchèque.

. avril 2009 : « **Le traité de Lisbonne : un nouveau départ du processus de réforme de l'Union Européenne ?** », Institut d'Etudes Politiques, Université Charles, Prague, République Tchèque.

. février 2009 : « **Les parlements nationaux et le traité de Lisbonne** », Mouvement européen, Aix-en-Provence.

. octobre 2008 : « **Droit national et droit communautaire : l'application décentralisée du droit communautaire par les juridictions nationales** », Académie de Droit européen, Trèves, Allemagne.

UNEGRANDEÉCOLEENPROVENCE

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES D'AIX-EN-PROVENCE